

Pas d'engagements à Saint-Andrews

2009.11.09

G20 Finances : Pas d'engagements à Saint-Andrews

Pas d'engagements à Saint-Andrews

Simple renouvellement des promesses faites à Pittsburgh en matière de régulation du secteur bancaire, aucun engagement à propos du financement de la lutte contre le réchauffement climatique, le sommet du G20 est resté sur sa réserve, confirmant en outre que les perspectives de sortie de crise restaient lointaines.

Le G20 Finances qui s'est déroulé à Saint-Andrews en Ecosse, les vendredi 6 et samedi 7 novembre, aura déçu. L'ordre du jour était des plus sérieux, comportant plusieurs sujets à forts enjeux, le financement de la lutte contre le réchauffement climatique, la sortie de crise, ou encore la mise en œuvre des orientations décidées à Pittsburgh en septembre pour encadrer le secteur des banques et des marchés financiers. Au terme du communiqué final publié samedi, une première certitude se confirme, les pays les plus riches n'envisagent pas une sortie de crise immédiate,

"la reprise est incertaine et reste dépendante des politiques de soutien

" indiquent-ils. En conséquences, ils ont décidé

« de maintenir les mesures de soutien à la reprise tant que celle-ci ne sera pas assurée".

Ils se retrouveront pour une évaluation de leurs politiques en avril prochain, avant d'autres rendez-vous du G20 en juin 2010 au Canada et en novembre en Corée du Sud.

Déception sur les bonus et le climat

Sur le plan de la régulation bancaire, les grands argentiers de la planète sont restés sur leur grande réserve, s'engageant à

"poursuivre la dynamique de réforme",

à veiller à l'application

"pleine et entière"

des engagements pris en septembre et en demandant que soient mises en application

"immédiatement"

les mesures préconisées en matière de rémunération des opérateurs de marché. La ministre française des finances Christine Lagarde, était arrivée en Ecosse le jour même où le Journal officiel publiait les nouvelles règles encadrant le secteur bancaire en France, fermement décidée à demander à ses 19 collègues de

« rendre compte »

de leurs actions dans leurs pays. D'autre part, les 20 ont fait savoir que le FMI réfléchirait à la création d'une taxe, sorte de garantie versée par les banques pour couvrir les risques qu'elles prennent et qui n'a rien à voir avec la Taxe Tobin. Ils en reparleront en avril. Autre déception, celle portant sur le financement de lutte contre le réchauffement climatique au niveau mondial. Alors que s'achevait au même moment à Barcelone la dernière conférence préparatoire au sommet de Copenhague en décembre, les ministres des finances ont simplement promis de *"travailler en vue d'un accord ambitieux",*

tout en se montrant persuadés de la nécessité d'aider les pays pauvres à financer la réduction de leurs émissions de CO2. Mais ça, on le savait déjà, le montant de ces financements a même déjà été chiffré : 100 Md\$ par an. Aucune annonce concernant la contribution des uns et des autres n'a été faite à Saint-Andrews.

[NAJA;](#)

*}